



Perspectives d'avenir : définir des stratégies et élaborer des partenariats pour travailler sur des questions de migration et de développement

Par Dr. Danny Sriskandarajah
The Institute for Public Policy Research, Royaume Uni

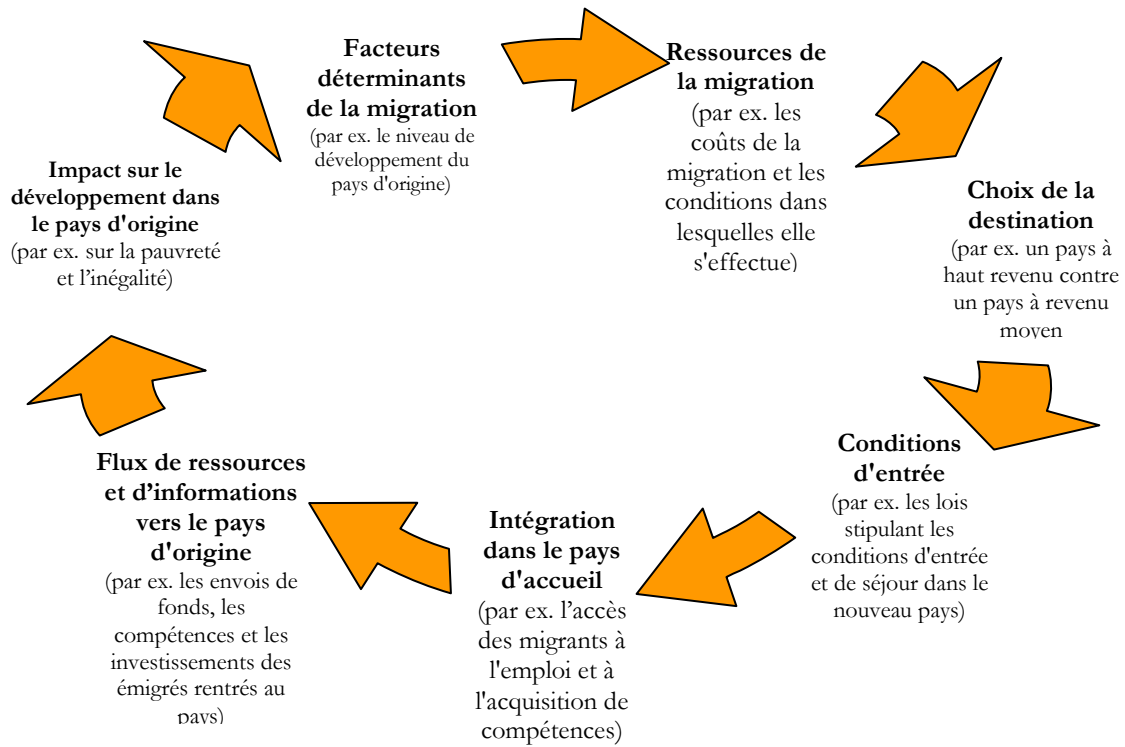
INTRODUCTION

Cette session examine ce que sont les partenariats et stratégies nécessaires à une collaboration plus efficace entre les différentes parties prenantes concernées par le processus de migration et de développement. Elle s'interroge en particulier sur la manière dont les acteurs non gouvernementaux peuvent contribuer le plus efficacement possible à l'amélioration des résultats obtenus dans le cadre du lien entre migration et développement. Cela implique d'examiner le type de partenariat que les acteurs non gouvernementaux pourraient chercher à mettre en place, soit entre eux, soit avec des états, et de définir quelques modèles possibles d'interaction future entre les états et les acteurs non gouvernementaux sous les auspices du Forum mondial.

NÉCESSITÉ D'UNE APPROCHE HOLISTIQUE

Pendant le Forum mondial, la discussion portera en grande partie sur deux questions : en quoi la migration et le développement sont-ils liés et quels types d'interventions pourraient concourir à favoriser la contribution de la migration au développement socioéconomique. Cependant, cette session dépasse le cadre du simple débat sur ce qui se passe et ce qu'il faudrait faire pour changer les choses. Elle se concentre sur la *manière* dont ces interventions devraient s'opérer et sur les *acteurs* qui devraient s'en charger. En réfléchissant à la façon de traduire des idées en actions et aux acteurs qui y travailleront, il peut être utile de se pencher brièvement sur le lien entre migration et développement. Le schéma 1 ci-dessous illustre les différentes étapes du processus migratoire, en présentant le processus interactif « développement-migration-développement ».

Schéma 1 : le processus interactif de développement - migration - développement



PRATIQUE ACTUELLE

Nous présentons ce schéma - quelque peu simpliste - de la relation complexe et interactive entre le développement et la migration, afin d'illustrer à quel point une vision holistique des questions en jeu est importante chez ceux qui souhaitent influencer les résultats de la migration et du développement. Actuellement, de nombreuses pratiques dans ce domaine ont tendance à se concentrer sur l'un ou l'autre aspect de la relation. Par ailleurs, si nous examinons le schéma en nous demandant *comment* parvenir à un changement réussi, nous voyons clairement qu'il est nécessaire d'élargir les approches traditionnelles au problème - qui ont tendance à se concentrer sur la manière dont les États peuvent influencer les migrations et le comportement des migrants individuels. Nous devons nous concentrer sur un grand nombre de parties prenantes (les individus et les États, mais aussi des acteurs non-gouvernementaux de toutes sortes), qui sont présentes à chaque niveau du processus d'interaction 'développement - migration – développement', qui peuvent influencer ces résultats et les influencent par ailleurs.

De nombreuses initiatives dans ce domaine se concentrent sur la manière dont les politiques des États peuvent influencer les conditions d'entrée, en modifiant les conditions d'admission des migrants, en stipulant qui est autorisé à entrer, la durée du séjour et la qualité de l'intégration. C'est pourquoi de nombreux États ont recours à des codes de conduite dans le cadre des politiques d'accueil, afin de réduire l'impact de l'exode des cerveaux des pays en développement. De plus, certains États ont explicitement assoupli les conditions d'entrée à des fins de développement. En 2006, par exemple, la Nouvelle-Zélande a autorisé l'immigration temporaire des nationaux des îles du Pacifique dans le cadre d'emplois saisonniers, afin de promouvoir le développement de ces îles.

Il arrive parfois que des États interviennent à d'autres niveaux du processus migratoire décrit au schéma 1. Certains tentent de modifier les conditions de vie dans les pays d'origine par le biais de politiques de développement telles que l'approche de co-développement de l'Union européenne. D'autres cherchent à faciliter les flux de ressources et d'informations. C'est le cas, par exemple, de l'initiative du DFID britannique (ministère du développement international) www.sendmoneyhome.org.

Mais à la différence des États dont la portée des interventions est relativement faible, il est clair que les acteurs non-gouvernementaux sont présents à tous les niveaux du processus interactif 'développement - migration – développement'. De plus, ces acteurs se lancent dans de multiples initiatives qui sont à même de façonner l'impact de la migration sur le développement. Par exemple, les organisations de la diaspora telles que les associations de migrants de même origine, peuvent jouer un rôle à la fois en aidant les migrants à s'intégrer et en facilitant le transfert des ressources vers le pays d'origine, dans un objectif de développement. Ces associations peuvent aussi influencer les motivations qui poussent les futurs migrants à quitter leur pays et leur choix d'une destination. Les organisations de travailleurs telles que les syndicats peuvent apporter leur aide à l'intégration, et c'est aussi vrai pour ce qui concerne les communautés religieuses et autres groupes communautaires. Le

secteur privé est fortement impliqué à de nombreux niveaux du processus, par exemple, en influençant le choix des migrants pour une destination, en créant une demande de main-d'œuvre immigrée ou en facilitant les transferts de fonds.

Par conséquent, il est clair que toute réflexion sur le processus de migration et de développement doit reconnaître le rôle majeur joué par les acteurs non-gouvernementaux. Dès lors, toute initiative visant à optimiser l'impact de la migration sur le développement ne peut ignorer le rôle des acteurs non-gouvernementaux. En l'ignorant, nous nous priverions au pire de partenaires et de collaborateurs potentiellement utiles, ou cette ignorance pourrait induire des résultats malheureux ou éphémères. Il est donc vital que les initiatives relatives aux migrations et au développement impliquent le plus possible les acteurs non-gouvernementaux. Ces acteurs, qui vont des groupes de la diaspora aux organisations de transferts de fonds en passant par les églises, sont déjà impliqués dans le processus migratoire, et les actions les plus efficaces visant à accroître la contribution de la migration au développement doivent impliquer tous ceux qui ont le pouvoir d'influencer ces résultats.

PERSPECTIVE D'AVENIR

La littérature sur la migration laisse entendre que les tendances futures des déplacements de populations renforceront probablement le besoin de collaboration et de partenariats entre tous les acteurs concernés par la migration. Tout d'abord, il semble probable que dans les prochaines années, les flux de déplacement de populations augmenteront plutôt qu'ils ne diminueront. En second lieu, une complexification des processus migratoires semble probable. Nous nous attendons à ce que de nouveaux modèles migratoires se forment au fur et à mesure de l'intégration économique, avec un plus grand nombre de gens qui se déplaceront vers des destinations plus nombreuses, pour des raisons plus diverses et pour des périodes différentes.

Le fait que des gens se déplaceront en plus grand nombre et de manières plus diverses contribuera sans doute à compliquer davantage l'image de la migration et du développement, en introduisant de nouveaux facteurs et de nouveaux acteurs (en particulier des acteurs non-gouvernementaux) susceptibles d'influencer l'impact de la migration sur le développement. Par conséquent, il est probable qu'en raison des futures tendances migratoires, il sera encore plus important que les États et les acteurs non-gouvernementaux trouvent des moyens de collaborer efficacement afin d'améliorer les résultats de la migration et du développement. Au moins quatre types de stratégies peuvent s'avérer nécessaires pour y parvenir :

- veiller à ce qu'une grande diversité d'acteurs non-gouvernementaux s'intéressent et s'impliquent activement dans les débats sur la migration et le développement (par ex. en encourageant les entreprises et les syndicats à s'impliquer dans les questions de migration) ;
- veiller à ce que les acteurs non-gouvernementaux agissent en vue d'améliorer l'impact de la migration sur le développement (par ex. en encourageant les groupes de la diaspora à promouvoir le transfert de compétences) ;

- en permettant aux groupes qui ont tendance à être sous-représentés de se faire entendre (par ex. en représentant les femmes ou les enfants migrants) ; et
- en mettant en place et en renforçant les partenariats entre les États et les acteurs non-gouvernementaux.

RENFORCEMENT DES PARTENARIATS

La dernière stratégie citée ci-dessus – la mise en place de partenariats – est peut-être le domaine qui offre le plus de potentiel. Cependant, il est nécessaire de répondre à plusieurs questions essentielles en ce qui concerne le type de partenariat le plus raisonnable :

- **Les acteurs non-gouvernementaux devraient-ils tenter de former des partenariats les uns avec les autres, avec les États, ou adopter les deux approches ?**
- **Comment les acteurs non-gouvernementaux peuvent-ils collaborer au mieux afin d'améliorer les résultats de la migration et du développement ?** Les partenariats entre acteurs non-gouvernementaux doivent-ils se concentrer sur le partage des informations, le renforcement des capacités, ou envisager d'autres priorités ?
- **Quelles sont les meilleures façons pour des acteurs non-gouvernementaux d'influencer les politiques et les stratégies des États ?** L'accent doit-il être mis sur la représentation des voix et des intérêts des migrants et autres ? Ou sur les informations aux États à propos de ce qui se passe sur le terrain ? Ou encore en mettant les États face à leurs responsabilités ?
- **Comment les acteurs non-gouvernementaux peuvent-ils travailler aux côtés des États afin d'améliorer les conditions de vie des migrants ?** En fournissant des services aux côtés de l'État (par ex. un financement identique entre l'État et les associations de migrants mexicains de même origine) ou quand l'État n'a pas accès aux migrants (par ex. en proposant des services à des groupes vulnérables tels que les migrants en situation irrégulière) ? En développant des réseaux de migrants, de groupes de migrants, d'employeurs, etc. afin d'aider les États à mieux comprendre les problèmes auxquels les migrants sont confrontés (par ex. le Forum britannique sur l'impact de la migration) ?
- **À quel niveau les acteurs non-gouvernementaux doivent-ils concentrer leurs initiatives ?** Les contributions les plus efficaces sont-elles susceptibles de provenir du niveau local, national, régional ou mondial ?
- **Comment faire en sorte que des initiatives soient viables à long terme ?** De quoi avons-nous besoin pour que les réseaux ou institutions créés dans ce domaine puissent survivre au fil du temps ? S'agit-il simplement d'une question de répartition de ressources suffisantes ou une autre dynamique est-elle nécessaire ?

OPTIONS DE PARTENARIAT AU FORUM MONDIAL

Parallèlement à ces questions plus larges et plus stratégiques sur la manière dont les acteurs non-gouvernementaux pourraient contribuer à améliorer les résultats de la migration et du développement, il serait utile par ailleurs d'examiner comment des acteurs non-gouvernementaux peuvent contribuer le plus efficacement possible aux efforts actuels du Forum mondial. Ci-dessous, vous trouverez quelques options qui pourraient s'avérer utiles, bien que cette liste ne soit ni exclusive ni exhaustive :

- Il serait bon de créer **un réseau d'acteurs non gouvernementaux**, intéressés par et actifs dans les questions de migration et de développement. Ce réseau pourrait mettre en place un portail internet afin d'échanger des informations et discuter de problèmes essentiels tout au long de l'année. Le réseau pourrait aussi présenter les points de vue des acteurs non-gouvernementaux aux réunions du Forum mondial.
- On pourrait encourager le Forum mondial à mettre sur pied **un groupe consultatif permanent d'experts**, comprenant des représentants d'un grand nombre d'acteurs non-gouvernementaux. Ce groupe consultatif pourrait publier des études faisant autorité et éventuellement des recommandations politiques sur la manière la plus efficace d'améliorer l'impact de la migration sur le développement. Il est probable que ce groupe sera composé de nombreux membres issus du monde universitaire, mais d'autres acteurs non-gouvernementaux pourraient également s'y impliquer. Cette approche est utilisée pour informer les Nations Unies des discussions sur le changement climatique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), composé en grande partie de chercheurs spécialisés dans le changement climatique, évalue les preuves concernant les risques d'un changement climatique induit par l'être humain et présente des points de vue collectifs aux États membres de l'ONU.
- **On pourrait encourager les délégations nationales au Forum mondial à se faire accompagner par un observateur représentant un acteur non-gouvernemental.** L'incorporation d'acteurs non-gouvernementaux dans les délégations nationales pourrait jouer un rôle capital en ce sens qu'elle permettrait d'élargir le nombre de points de vue échangés pendant les réunions du Forum mondial et qu'elle contribuerait à partager les connaissances. Plusieurs délégations nationales présentes dans d'autres forums internationaux tels que l'Organisation mondiale du commerce, ont intégré avec bonheur des observateurs non-gouvernementaux.
- **Des procédures de consultation nationale** pourraient être mises en place afin de permettre aux États de discuter des questions de migration et de développement avant chaque rencontre du Forum mondial. D'importants mécanismes de consultation pourraient être utilisés

au niveau national, en complément ou en lieu et place de la représentation d'un acteur non-gouvernemental au sein des délégations nationales. Des processus de consultation nationale pourraient permettre l'échange de multiples points de vue et, avant chaque rencontre, ils permettraient d'ouvrir un canal de communication sur les questions de migration et de développement. Ils pourraient aussi s'avérer utiles pour élaborer des politiques plus larges en matière de migration et/ou de développement.

- **Un groupe de travail mixte**, composé de représentants des acteurs non-gouvernementaux et de représentants des États, pourrait être constitué. Ce groupe de travail mixte discuterait de questions spécifiques liées à la migration et au développement et mettrait éventuellement sur pied des projets communs. Même si cela nécessite un mécanisme de sélection des représentants de l'acteur non-gouvernemental afin de représenter le groupe dans son ensemble, cela permettra de créer un forum de dialogue permanent entre deux rencontres du Forum mondial. Un exemple de ce type d'initiative est le *Joint Facilitation Committee*, un groupe de travail de la Banque mondiale et de la société civile, qui offre des possibilités de discussion, d'échanges d'informations et d'organisation de projets communs entre la société civile et la Banque mondiale.

Document revu par:

Efrain Jimenez (Federacion de Clubes Zacatecanos del Sur de California, Etats Unis) et Jørgen Carling (PRIO, Norvège)

Les points de vue présentés ici ne sont pas ceux de la Fondation Roi Baudouin. Ce document a été écrit par Danny Sriskandarajah, sur la base d'une note conceptuelle développée par la Fondation Roi Baudouin; il intègre quelques-unes des conclusions des discussions en ligne organisées, du 14 mai au 3 juin 2007, en préparation à la Journée de la Société Civile. Ce document a été revu par les personnes mentionnées ci-dessus. Elles ont veillé à ce que les points de vue des différents acteurs de la société civile soient reflétés. L'objectif est d'informer et de faciliter les discussions de cette première rencontre du Forum Global sur la Migration et le Développement. Il se base sur des sources diverses et ne prétend pas être exhaustif. Toute reproduction, totale ou partielle, de ce document doit obligatoirement en mentionner la source.

La Journée de la Société civile est organisée à la demande et avec le soutien du gouvernement belge. Elle bénéficie également du soutien de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, de la Fondation Roi Baudouin, du gouvernement norvégien, du gouvernement suédois et de la Ford Foundation.